

Vivre malgré la Guerre

De Le Wiki de la Grande Guerre

Aller à : navigation, rechercher



Sommaire

- 1 La visite tant redoutée
- 2 Les cantonnements de troupes
 - 2.1 Le relatif silence des Archives Communales de Saint-Nom-la-Bretèche
 - 2.2 Protéger la ligne du tramway Versailles-Maule
 - 2.3 Armement à Saint-Nom-la-Bretèche
 - 2.4 En Forêt de Marly
 - 2.5 Mariage à La Tuilerie Bignon
 - 2.6 Un dirigeable à La Tuilerie Bignon^[11]
- 3 Grande activité en Forêt de Marly
 - 3.1 Exploitation et chapardage de bois
 - 3.1.1 Présence militaire
 - 3.1.2 Pénurie
 - 3.1.3 Aide aux blessés
 - 3.1.4 Reboisement
 - 3.1.5 Fraudes
 - 3.2 Chasse et braconnage
 - 3.2.1 Flagrant délit
- 4 La Municipalité et ses actions
 - 4.1 Les élus
 - 4.2 Œuvres sociales
 - 4.2.1 Médecine gratuite
 - 4.2.2 Assistance aux vieillards
 - 4.2.3 Assistance aux femmes en couches
 - 4.2.4 Assistance aux familles nombreuses
 - 4.2.5 Pupilles de la Nation
 - 4.2.6 Œuvres de Bienfaisance
 - 4.3 Sujets divers
 - 4.3.1 Réfugiés - Rapatriés
 - 4.3.2 Surcroît de travail et cherté de vie
 - 4.3.3 Chauffage des bâtiments communaux
 - 4.3.4 Le Tramway victime du conflit
 - 4.3.5 Bouilleur de crû
 - 4.4 La Victoire
 - 4.4.1 Union des Anciens Combattants
- 5 L'Armistice, une journée mémorable
- 6 Références

La visite tant redoutée



Désiré, Gabriel et Jules LOMBARDIN^[1]

Quand le canon et la mitraille fauchent chaque jour tant de vies, les familles vivent ces temps de guerre entre espoir et angoisse. Espoir d'une lettre procurant soulagement et réconfort, mais angoisse de l'annonce fatale portée par Monsieur le Maire.

Dix-neuf des quarante deux soldats de **Saint-Nom-la-Bretèche** tués au combat, disparaissent durant les cinq premiers mois du conflit, d'août à décembre 1914^[2] !

Et dans cette période, une famille est particulièrement éprouvée et décimée par la mort de trois frères fantassins :

Louis LOMBARDIN, jardinier, et sa femme Louise ont sept enfants, deux filles et cinq garçons mobilisés. Trois d'entre eux trouvent la mort dans les tout premiers mois de guerre :

- - Désiré, le 22 août 1914 à 26 ans.
- - Gabriel, le 13 septembre à 22 ans.
- - Jules, le 11 décembre à 33 ans.

À trois reprises en seulement quatre mois, l'on apporte aux malheureux parents la terrible nouvelle qui les plonge chaque fois un peu plus dans la peine.

Les trois plaques émaillées proviennent de la tombe de la famille LOMBARDIN, bien qu'ils n'y soient pas inhumés.

Voir aussi le Monument aux Morts de Saint-Nom-la-Bretèche

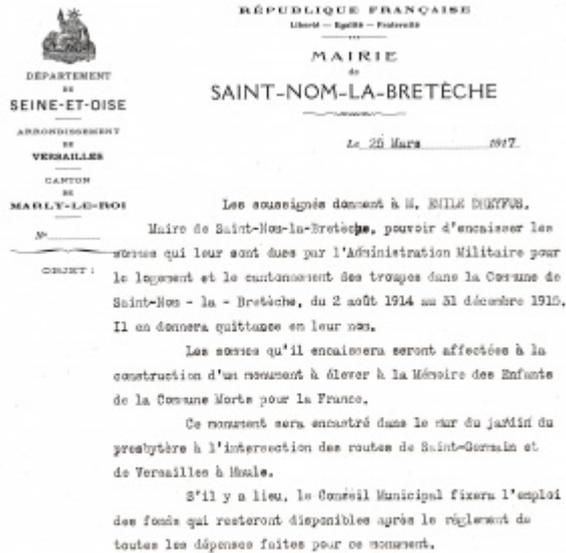
Les cantonnements de troupes

Bien qu'éloigné du front, Saint-Nom-la-Bretèche est inclus dans le secteur numéro 7 du Camp Retranché de Paris.

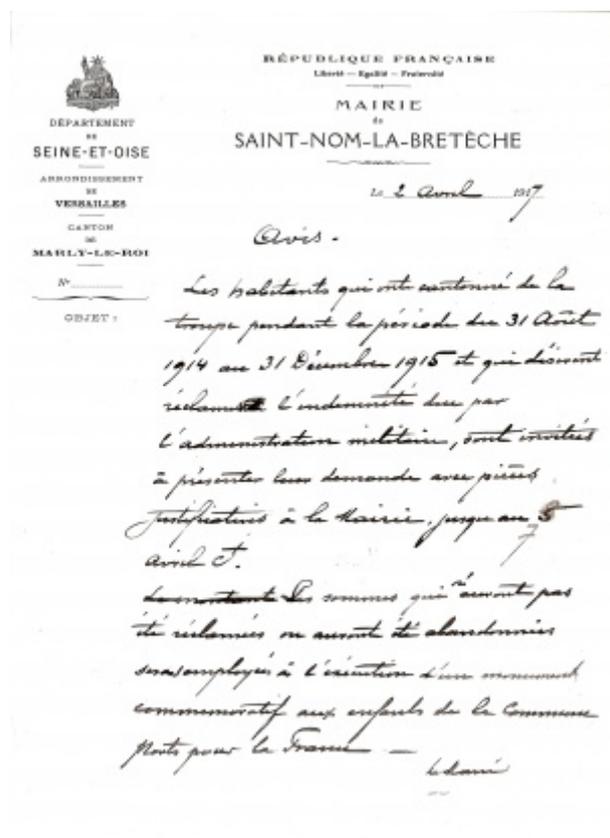
Ce dispositif, créé en 1880 à la suite du siège de Paris de 1870, constitue la ligne ultime de

défense de la Capitale. Le déroulement de la Grande Guerre avec les bombardements ennemis montrera à quel point ce concept était dépassé.

Mais c'est de ce Camp Retranché que sortiront les troupes qui permettront la Victoire de la Marne à partir du 7 septembre 1914.



Utilisation des indemnité de logement des
troupes pour ériger un Monument aux Morts^[3]



Réclamation des indemnité de logement des troupes^[3]

Le relatif silence des Archives Communales de Saint-Nom-la-Bretèche

Les Archives communales ont gardé bien peu de souvenirs du passage des troupes dans notre village. Nous aurions pu y trouver trace des indemnités versées aux fermiers ainsi qu'aux habitants, et donc les lieux et dates de cantonnement. Seuls les deux textes ci-contre ont résisté au temps... Nous avons heureusement pu retrouver, par ailleurs, quelques documents (écrits et cartes postales) et recueillir un témoignage permettant de reconstituer cet aspect de la vie "à l'arrière".

Les montants des indemnités allouées pour une nuit par l'Administration Militaire s'élèvent à 1 F pour les officiers, 0,20 F pour les sous-officiers et 0,05 F pour les hommes de troupe comme pour les chevaux.^[4]

Protéger la ligne du tramway Versailles-Maule

Dès le 31 août 1914, deux compagnies du 93^e Régiment Territorial d'Infanterie occupent la ligne Saint-Nom-la-Bretèche - Rennemoulin avec ordre de se relier, à la station de Feucherolles, avec un bataillon du 94^e RTI et les troupes du 7^e secteur.

Le 1^{er} septembre, des tranchées sont creusées, puis le 11, le régiment rentre dans ses cantonnements. Il reçoit chevaux, voitures, mitrailleuses et l'équipement nécessaire, outils, vivres, etc. En quelques jours, le 93^e est transformé de régiment de place en régiment de

marche prêt à être embarqué avec tout son matériel pour participer à la bataille de l'Yser en Belgique. ^[5]

Armement à Saint-Nom-la-Bretèche

De fait, il y aura encore des troupes dans le village en 1917 et peut-être même jusqu'en 1918.

Ainsi, le 88^e Régiment d'Artillerie Lourde à Tracteurs, créé administrativement le 1^{er} février 1917, voit son 6^e groupe, créé le 1^{er} avril, armé à Saint-Nom-la-Bretèche avec le canon de 145 modèle 1916. ^[6]



Soldats en Gare de Saint-Nom-la-Bretèche -
Forêt de Marly^[7]



Soldats en Gare de Saint-Nom-la-Bretèche -
Forêt de Marly^[8]

En Forêt de Marly

Nous connaissons par ailleurs, grâce au carnet du garde forestier Léon LAPIERRE, les activités licites et illicites des soldats en Forêt de Marly.

Ces deux cartes postales témoignent de la présence de troupes chargées de défendre la ligne du chemin de fer de Grande Ceinture.

Mariage à La Tuilerie Bignon

Les conséquences de la présence de troupes ne se résument pas aux contraintes et aux dégradations dues à l'occupation des bâtiments réquisitionnés. Des idylles peuvent se nouer entre soldats et villageoises, comme par exemple à La Tuilerie Bignon.

Souvenirs d'enfance de Claudine LAMBERT^f à la ferme de La Tuilerie : *"Je revois très bien les DILLIÉS arriver. C'étaient des sinistrés du Nord de la France. Madame DILLIÉS était une Wallonne belge ; lui, il était français de l'autre côté de la frontière [...] Ils ont été choisis [par Monsieur PIOLLET] comme chefs de culture pour diriger la ferme".* Un de leur fils, Hubert, était mobilisé en Pologne lorsque la guerre a éclaté. Un autre, Henri lieutenant au 6^e Génie, décède en 1918 à l'hôpital de Beauvais et est inscrit sur notre Monuments aux Morts. Les DILLIÉS avaient également deux filles Gabrielle et Fernande. *"Je vis fort bien que Fernande fréquentait un des soldats qui avaient séjourné à La Tuilerie à la fin de la guerre. Vers 17, par là, la ferme était réquisitionnée pour prendre quelques soldats et certains venaient manger chez maman car tous ne pouvaient manger à la ferme [...] quand les DILLIÉS virent qu'il [Jean Lanzalavi] fréquentait leur fille, ils le prièrent de rester à la ferme et tout cela a fini par un mariage".*^[9]



"Travail" pour ferrer les bœufs, à La Tuilerie Bignon^[10]

Un dirigeable à La Tuilerie Bignon^[11]

"Je me souviens avoir vu un énorme ballon dirigeable camouflé après le travail aux bœufs de la ferme. On avait dégagé le petit bois pour son emplacement. De là-haut à une certaine altitude il devait se trouver caché aux yeux de l'ennemi. On ne l'admirait que de loin on en avait peur. Car il était vraiment impressionnant."^[9]

Grande activité en Forêt de Marly



Couverture du livret du
Garde LAPIERRE^[12]

Le "LIVRET POUR LES PRÉPOSÉS DES EAUX ET FORÊT" témoigne des diverses activités du Gard forestier Léon LAPIERRE en Poste à La Bretèche.

"Dans le cours de leurs tournées, les préposés doivent être constamment munis du présent livret."

Ainsi, il nous renseigne sur la présence de troupes en Forêt de Marly, sur les agissements légaux et parfois illégaux des militaires et des civils du village et des environs.

Exploitation et chapardage de bois

Présence militaire

Léon LAPIERRE mobilisé le 2 août 1914, reprend son service et son poste le 3 novembre 1915.

Il note que les militaires artilleurs cantonnés en Forêt de Marly du côté de Sainte-James, sont souvent assignés à des corvées de bois pour leurs propres besoins comme pour ceux du front. En effet, un effort supplémentaire de production de bois est demandé à la forêt. Les exploitations militaires s'intensifient.

Les *tirés* de la chasse présidentielle (allées aménagées pour tirer le gibier), situés à l'Est de la Forêt de Marly au Trou d'Enfer, sont désertés. Ces lieux très accidentés sont particulièrement appropriés à la conduite, de 1916 à 1917, des essais secrets du char léger Renault FT 17.

En 1917, les États-Unis entrent en guerre, et un camp militaire américain s'installe à l'extrémité Est de la plaine du Trou d'Enfer.

Dans son livret, Léon LAPIERRE constate au cours de ses tournées de nombreux vols de bois commis par les militaires, que ce soit du bois mort ou des arbres verts d'essences diverses. Et même une piste de 300 m de long sur 10 m de large a été installée sans aucune autorisation par une C^{ie} du 82^{ème} Régiment Territorial.



Corvée de bois en Forêt de Marly, Porte de la Tuilerie-Bignon^[13]

Pénurie

Le charbon venant à manquer pour chauffer la mairie et les écoles, l'Administration forestière autorise la commune à prélever dans la forêt 10 stères de bois, autorisation également accordée aux habitants, *indigents* ou non, qui viennent s'approvisionner légalement sous la surveillance des gardes. Mais certains fraudent et se servent clandestinement.

Aide aux blessés

En octobre 1917, les préposés procèdent à deux "*coupes de cannes*" pour l'hôpital de Saint-Germain.

Reboisement

Courant juillet et août 1918, des ouvrières sont employées à l'essartage et à la replantation en forêt pour renouveler les parcelles dévastées pendant la guerre.

Fraudes

Le 4 septembre 1916, ayant constaté la disparition de bois dans la plantation du Rossignol, le garde LAPIERRE surprend après 4 jours de surveillance dès 5 heures du matin, 6 personnes toutes domiciliées à Feucherolles. Il dresse Procès-Verbal pour vol de fagots (charme et hêtre) et saisit le larcin.

Plus tard, le 27 février 1917, des parcelles ayant été pillées, les gardes procèdent à des contrôles domiciliaires. Ainsi 23 habitants (14 de Saint-Nom, 8 de la Tuilerie/Saint-Nom et 1 de la Tuilerie/Noisy) reçoivent la visite du garde LAPIERRE, accompagné du maire Émile DREYFUS, afin de constater le vol de troncs d'arbres, qui ont alors été marqués du marteau particulier du garde puis saisis.

Le lendemain, même processus chez 6 autres particuliers (dont 1 de Chavenay).

Chasse et braconnage

En cette période de disette, les gardes approvisionnent en gibier (faisans et lapins) les hôpitaux et les femmes des gardes.

Mais le braconnage s'intensifie, surtout au cours de l'année 1916 : les préposés découvrent pendant leurs tournées de nombreux collets pour lapins et chevreuils.

En mars 1916, porte de Fourqueux, un chevreuil a été trouvé pris au collet ; il a été dépecé et distribué aux gardes de la brigade !

Flagrant délit

En novembre de la même année, vers Cheveaudot, un groupe de cavaliers est repéré. Surgit un chevreuil blessé poursuivi par un militaire à pied porteur d'une arme et qui cherche à s'approcher de l'animal pour l'achever ; il tire et l'animal tombe. Il s'agit d'un Maréchal des Logis en garnison à Saint-Germain. Les autres cavaliers prennent la fuite, puis reviennent se livrer aux gardes. Un Procès-Verbal est dressé et l'animal saisi est remis au maire de Saint-Nom-la-Bretèche pour être vendu au profit du Bureau de Bienfaisance. La carabine d'ordonnance ayant servi à commettre le délit est laissée entre les mains du soldat. Une arme militaire ne peut, en effet, être saisie !

La Municipalité et ses actions

Les élus



Ancienne Mairie-école, rue Charles De Gaulle^[7]

Les dernières élections municipales datent de 1912. Le nouveau Conseil restera en place jusqu'en 1919, soit une année de plus que le mandat normal.

Il comprend douze membres dont sept sortants. Trois conseillers seront mobilisés.

Bien que les villageois votent à gauche aux élections législatives, ils choisissent pour édiles locaux dix notables sur douze.

Émile DREYFUS est élu maire, Paul QUELLIEN adjoint qui démissionnera en novembre de son poste d'adjoint au profit d'Eugène DUBOIS.

Lors de la séance du Conseil municipal du 2 août 1914, l'Ordre de Mobilisation Générale ayant été affiché le jour-même, *"Le Maire déclare qu'en raison de la gravité des événements extérieurs, il ajourne à une date ultérieure les propositions qui figuraient à l'ordre du jour et qui étaient relatives à l'Emprunt projeté pour adduction d'eau potable, et au marché pour forage d'un puits."*^[14]

De fait, pendant toute la Guerre, les délibérations du Conseil municipal seront presque exclusivement limitées aux questions budgétaires et à l'assistance aux vieillards, indigents, femmes en couches et familles nombreuses.

De nombreux sujets seront occultés : acquisitions d'immeubles, agrandissement du cimetière, recherche d'eau potable et électrification de la Commune.

Les séances de guerre compteront fréquemment trois absents mobilisés :

MM. DUBOIS adjoint, QUELLIEN et VIEILLARD au début (il a 45 ans en 1914).

Œuvres sociales

Médecine gratuite

Pour financer l'accès à la médecine gratuite accordée aux indigents, la Municipalité verse chaque année au Département une participation de *"trois francs par tête d'Indigent admis [pour] le paiement de l'abonnement à servir par la Préfecture au médecin des indigents [et pour] les frais de petites opérations chirurgicales effectuées par les médecins à ces indigents"*^[14]. Les bénéficiaires sont au nombre de 61 en 1915, 71 l'année suivante et 74 en 1919, soit 10 à 12% de la population.

Assistance aux vieillards

Les personnes ne pouvant plus travailler reçoivent une allocation mensuelle de 12 à 18 francs selon qu'elles sont ou non en état de ramasser leurs chauffages en forêt et en fonction de leur situation de famille (loi du 14 juillet 1905).



Assistance aux femmes en couches

Rendue obligatoire à partir de 1914, l'allocation journalière servie aux femmes en couches nécessiteuses est fixée à 0,50 F par jour. Madame CHARLOT, épouse de l'instituteur, est nommée dame visiteuse.

L'allocation est portée à 1 F en juillet 1918. Le Conseil déclare alors *“qu'il est plus que jamais nécessaire d'assurer l'avenir de la race en secourant les mères de famille”*^[14].

À cette date, 35 soldats du village sont morts au combat.

Assistance aux familles nombreuses

En application de la loi du 14 juillet 1913 sur l'assistance obligatoire aux familles nombreuses privées de ressources, la Municipalité fixe à 60 F par an l'allocation servie aux familles nombreuses. Elle est portée à 72 F en 1918^[14].

Les bénéficiaires cités dans les délibérations ont de 5 et 8 enfants de moins de 13 ans.

Pupilles de la Nation

En ce 21 juillet 1918, nous savons que 35 enfants du village sont tombés au Champ d'Honneur. Pour cela sans doute, mais aussi par tradition de solidarité nationale, le Conseil vote un crédit de 100 F en faveur de l'Œuvre des Pupilles de la Nation^[14].

Œuvres de Bienfaisance

Le Conseil vote en 1916 un crédit de 20 F pour chacune des œuvres^[14] :

- • Assistance aux mutilés des armées de terre et mer.
- • Pupilles de l'École laïque de Seine & Oise.
- • Comité d'assistance aux militaires tuberculeux de Seine & Oise.
- • Société d'encouragement au développement de l'enseignement ménager de Seine & Oise.
- • Journée Serbe (25 juin 1916, anniversaire de la bataille du Kosovo de 1389).

Sujets divers

Réfugiés - Rapatriés

En application de la circulaire préfectorale du 22 avril 1918, la Municipalité désigne MM. BRETOCQ et BOSSARD pour dresser l'état des immeubles et locaux vacants, qui seront réquisitionnés pour l'installation des réfugiés ou rapatriés^[14]. Ils viendront du Nord, de la

Somme et de la Meuse.

En 1919, une habitante de la commune réfugiée de la Somme, bénéficiera de l'Allocation accordée aux familles nombreuses^[14].

Surcroît de travail et cherté de vie

“Depuis le début de la guerre, la Mairie demande un travail de plus en plus actif à M. LEROY, garde-champêtre, qui rend ainsi des services qu’il est juste de récompenser par une prime mensuelle de Vingt francs pendant la durée de la guerre.” (1916)^[14]

En 1917, des *“allocations temporaires [sont accordées] aux employés municipaux à titre d’indemnité pour cherté de vie ; ces allocation seront égales au 1/10è du traitement des employés : Secrétaire de Mairie instituteur, Institutrices, Garde-champêtre, Employés des postes, Balayeuse des classes”^[14]*. Plus qu’un 13ème mois !

Chauffage des bâtiments communaux

En novembre 1916, *“ouverture d’un crédit supplémentaire de cinq cents francs pour le chauffage des Écoles Communales jusqu’à la fin de l’hiver. Les crédits ouverts [...] ne correspondent pas à la hausse considérable des combustibles ; ils sont donc insuffisants pour le paiement des approvisionnements.”^[14]*

En effet, dès février 1917, *“pour approvisionner de bois de chauffage, faute de charbon, les Écoles Communales et la Mairie, la Mairie [suite à sa demande] a reçu de M. le Préfet l’autorisation de prendre cent cinquante stères de bois”* en forêt de Marly^[14].



La Gare du Tramway à Saint-Nom, où l'on distingue le triangle de retournement^[7]

Le Tramway victime du conflit

Le Tramway à Vapeur Versailles-Maule (TVM) souffre lui aussi du manque de personnel, mais également des réquisitions de matériel.

La situation financière et matérielle du concessionnaire C.G.B.^[16] le contraint à l’abandon de l’exploitation le 1^{er} mai 1916. Le trafic ne reprendra qu’en 1920.

Le 7 mars 1918, le Préfet de Seine & Oise écrit au Ministre de la Guerre :

“L’administration provisoire du réseau de cette compagnie n’a pu reprendre, jusqu’à ce jour, cette exploitation en raison notamment des réquisitions militaires de matériel dont cette ligne a été l’objet. Les industriels, agriculteurs et commerçants éprouvent un grave préjudice. Ils demandent d’examiner les moyens d’assurer à nouveau le fonctionnement de la ligne.”

Le 4 avril suivant, réponse négative du Ministre des Travaux Publics : il est impossible de restituer les 16 agents mobilisés, les 4 locomotives et les 50 wagons utilisés pour l’Artillerie Lourde sur Voie Ferrée (ALVF) et les ateliers des Mureaux.

Et en 1916, le concessionnaire de la ligne avait refusé l’établissement à ses frais de cabinets d’aisance dans la halte de Saint-Nom-La-Bretèche. Mais avec l’arrêt du trafic, le besoin disparaît.

Le triangle de retournement qui servait au demi-tour des convois assurant un service partiel, avait été supprimé après la mise à voie normale en 1912. Les rails déclassés sont envoyés en 1916 sur le front des Vosges.

Bouilleur de crû

En août 1916, une délibération se distingue des préoccupations habituelles :

“La Commune ne disposant pas de locaux clos propose d’autoriser la distillation à Saint Nom sur la place de l’Église & à La Bretèche sur la place Guitel.”^[14] Il faudra pourtant attendre de nombreux mois avant de pouvoir arroser la fin du conflit...

La Victoire

Le 17 novembre 1918, séance du Conseil où seuls trois Conseillers sont présents : MM. DREYFUS, BRETOCQ et VIEILLARD.

“En ouvrant la séance, le Maire a dit qu’il a l’honneur et la grande joie de témoigner la reconnaissance du Conseil municipal et des habitants de la Commune à tous ceux qui nous ont donné la Victoire.

La Commune a été très éprouvée par des pertes cruelles ; elle a tenu à perpétuer le souvenir de ses enfants morts pour la Patrie en élevant à leur mémoire un monument qui sera inauguré dès la signature de la Paix.^[14]

Dès lors, les projets mis en sommeil durant la guerre seront à nouveau à l’ordre du jour : agrandissement du cimetière, création d’un champ d’expérience pour l’enseignement agricole dans les écoles, adduction d’eau, électrification de la commune, etc.

Union des Anciens Combattants

Fin février 1920, *“la Société amicale des anciens combattants de St Nom-la-Bretèche [dépose] une demande de subvention accompagnée des statuts de la dite Société.”^[14]*

Ainsi, il lui sera allouée chaque année par la Municipalité une subvention de Cent cinquante francs.

L’Union Nationale des Combattants (UNC) a été créée 15 jours après la signature de l’Armistice.

L'Armistice, une journée mémorable



"Le bistrot" Maison NOINVILLE à le Tuilerie-Bignon, Carte postale affranchie en 1915^[7]

Claudine Lambert[†] née le 7 octobre 1914 était la doyenne du Hameau de La Tuilerie-Bignon. En 2004, elle a témoigné de ses souvenirs d'enfance à La Tuilerie Bignon et en particulier du jour de l'Armistice.

“À l’angle de la route de Versailles et du Chemin de la Forêt, il y avait un bistrot tenu par Ernestine NOINVILLE et que nous appelions tante Ernestine parce qu’elle était effectivement la tante de mes petits amis et voisins Marcelle, Rolande, Maurice et Odette DUFAY’S. Le bistrot était un lieu convivial et nécessaire. On allait y chercher le café, le fromage, l’huile et le beurre et finalement tout ce dont on avait besoin en épicerie et même en mercerie. Toutes les semaines, Lucie m’emmenait avec elle y faire nos courses.

J’étais donc au bistrot avec Lucie qui devait avoir seize ans par là, lorsque tout à coup, nous entendîmes des chants qui progressivement s’amplifiaient.

*Les gens qui étaient en train de boire sortirent et quelle ne fut pas notre surprise en voyant sur le pas de la porte, le bataillon des élèves de l’école de Noisy arriver en chantant la Marseillaise, le drapeau en tête et le garde-champêtre avec son tambour qui tapait, qui tapait. Je revois cela : j’avais 4 ans, **c’était l’Armistice.***

Dans les 5 minutes qui suivirent, les ouvriers qui travaillaient dans les champs environnant la pièce du pavé ont tous quitté leur binette ou leur outil pour se précipiter chez la tante Ernestine et son mari Eugène.

Ce jour-là ils furent grandioses. Ils étaient tellement contents que la guerre soit finie qu’ils offrirent une rasade à tout le monde. Ils ont été drôlement bien. Cette journée-là m’a vraiment marquée.”^[17]

Références

2. Photos Les Amis de Saint Nom la Bretèche
4. SGA Mémoire des Hommes
6. AC Saint-Nom-la-Bretèche
8. Société d'Histoire de Villepreux "Nouvelles d'hier" n°40, janvier 2014
10. Historique du 93^e RIT, SGA Mémoire des Hommes
12. Historique des 88^e et 288^e Régiments d'Artillerie Lourde à Tracteurs, SGA Mémoire des Hommes
14. Collection particulière
16. Collection Vermont
18. Témoignage de Claudine LAMBERT[†] recueilli par une adhérente de l'association "Les Amis de Saint Nom la Bretèche"
20. Photo Les Amis de Saint Nom la Bretèche
22. L'ancienne ferme de la Tuilerie Bignon est aujourd'hui le Golf de Saint-Nom
24. Document ONF, photo Les Amis de Saint Nom la Bretèche
26. Carte postale affranchie en 1914. Collection particulière
28. Délibérations du Conseil municipal - AC Saint-Nom-la-Bretèche
30. Lecture pour Tous - Octobre 1908, page 745 (colorisé) - Prix municipal de la Ville de Paris
32. Compagnie de Grande Banlieue
34. Témoignage recueilli par une adhérente de l'association "*Les Amis de Saint Nom la Bretèche*"

Téléchargez cet article au format PDF

Bachmann (discussion) 31 juillet 2015 à 17:28 (CEST) Les Amis de Saint Nom la Bretèche

Récupérée de

« https://wiki1418.yvelines.fr/index.php?title=Vivre_malgré_la_Guerre&oldid=2237 »



- Mentions Légales
- Données personnelles